



Manifestation à la place Tahrir, le Caire (Ivor Prickett/Panos/Contacto).

Le rôle des femmes dans le printemps arabe

Randa Achmawi. Journaliste, Égypte

Bien que, dans l'espace public, la tradition impose aux femmes arabes une attitude de silence et de soumission, les événements survenus dans les pays arabes en 2011 ont montré qu'il existe un nouveau modèle, particulièrement actif, de participation féminine. C'est ainsi que des femmes de tout genre et de toutes conditions sociales sont descendues dans la rue pour lutter non seulement contre la tyrannie et les injustices des États, mais aussi contre les principes conservateurs des sociétés dans lesquelles elles vivent. Nombre d'entre elles ont été victimes de menaces, parfois proférées par leur propre famille, d'autres ont même été violées, voire assassinées. Malgré tout, la détermination et le courage dont elles ont toutes fait preuve leur ont permis d'arriver à des résultats remarquables, à savoir : envoyer des informations au monde entier à travers les réseaux sociaux, imposer le principe de la parité homme-femme aux prochaines élections tunisiennes ou dénoncer les abus commis par leurs gouvernements contre les droits humains, comme dans le cas de l'activiste yéménite Tawakkul Karman, prix Nobel de la paix 2011.

Le monde arabe est une région où la femme a été traditionnellement reléguée au second plan. Il s'agit d'une société qui a une tendance naturelle à les exclure de la vie politique, un domaine qui reste la plupart du temps réservé aux hommes. Dès leur plus jeune âge, les filles y sont encouragées à adopter une attitude de déférence et de soumission vis-à-vis de leurs frères. On leur apprend même parfois à ne pas trop montrer leur propre intelligence ou leur bon sens pendant les discussions avec leurs partenaires du sexe masculin et surtout à ne pas avoir d'attitude critique vis-à-vis d'eux. Elles sont, au contraire, encouragées à respecter et à mettre en valeur les opinions et les positions des membres masculins de leur famille et parfois même à douter de leur propre valeur ou capacité de jugement. Une situation

qui persiste dans les familles et les sociétés arabo-musulmanes depuis des siècles et des siècles et qui a du mal à connaître un véritable changement, malgré les nombreuses tentatives ayant vu le jour au cours du XXe siècle, notamment à travers les initiatives entreprises par Hoda Shaarawi en Égypte.

Dans le monde arabe, les degrés de participation des femmes dans le processus de productivité varient d'un pays à l'autre. Les taux d'insertion dans la vie active sont, sans aucun doute, plus élevés dans des pays tels que la Tunisie ou l'Égypte et beaucoup plus faibles dans d'autres, tels que le Yémen, la Libye ou l'Arabie saoudite.

C'est donc dans ce scénario de totales disparités entre hommes et femmes en matière

d'accès à l'espace public, ou d'exercice des activités politiques, que l'on voit naître un nouveau modèle de participation féminine. Celui-ci s'est révélé lors du déclenchement de la lutte pour la libération des différents pays arabes soumis, depuis de nombreuses décennies, au despotisme et à la tyrannie de dictateurs – que l'on connaît désormais sous le nom de printemps arabe. Ayant décidé que la défense de leurs droits était partie intégrante de la construction du processus démocratique, c'est donc à cette occasion que les femmes arabes ont su prouver qu'elles ne voulaient pas être absentes de cette page de l'histoire. Que ce soit en Afrique du Nord, dans les pays du Golf ou au Yémen, les objectifs des caméras d'organismes et de médias du monde entier ont rapidement pu rendre témoignage de leur présence massive lors des différents soulèvements. En Tunisie, en Égypte, en Libye, à Bahreïn ou au Yémen, leur présence lors des manifestations était trop évidente. Affichant une apparence plus moderne (en jeans et en T-shirt, comme dans le cas de la Tunisie ou de l'Égypte), ou bien couvertes de la tête aux pieds (comme dans des sociétés plus conservatrices telles que Bahreïn ou le Yémen), elles faisaient partie des masses de contestataires, en train de crier des slogans contre l'injustice et la tyrannie, de parler sur place aux journalistes, face aux caméras, de donner leurs points de vue et de raconter le drame des vies menées sous les dictatures ou les régimes despotiques de leur pays respectif.

Par ailleurs, lors de leurs descentes dans les rues pour se joindre aux manifestations contre leurs gouvernements despotiques, les femmes arabes n'ont pas seulement protesté contre la tyrannie, la corruption et l'injustice régnant dans chacun de leurs pays, elles ont également défié le *statu quo* de leurs sociétés conservatrices et paternalistes, dans lesquelles la place des femmes appartient à l'espace privé et non aux rues, aux places publiques ou aux manifestations politiques. En Égypte, des jeu-

nes filles ont osé défier leurs familles et passer des nuits entières à camper sur la place Tahrir, chose qui va à l'encontre des mœurs arabes, selon lesquels une jeune fille ne doit pas passer une nuit loin de sa famille. « Mes parents ont essayé de m'enfermer à la maison pour éviter que je prenne part aux manifestations, mais ils n'y sont pas parvenus. Il fallait absolument que je prenne part, et une part entière, à ce moment de lutte pour le changement dans la situation de mon pays ». Cette phrase a été récurrente dans les propos de l'ensemble des filles interviewées, que ce soit en Tunisie, en Égypte, à Bahreïn, au Yémen ou ailleurs.

En Égypte, des jeunes filles ont osé défier leurs familles et passer des nuits entières à camper sur la place Tahrir, chose qui va à l'encontre des mœurs arabes

On pourrait certainement dire que la nature de la participation des femmes au printemps arabe a aidé à détruire les stéréotypes les concernant. Que ce soit à l'intérieur du monde arabe ou en dehors de celui-ci, une femme arabe est souvent considérée comme étant une personne qui demeure souvent invisible et silencieuse, qui ne se manifeste pas ou ne participe pas aux affaires publiques. Or, les faits eux-mêmes ont prouvé que cette prémisse était totalement fautive. Dans l'ensemble des cas, même lors des soulèvements, les femmes ont démontré, non seulement qu'elles étaient prêtes à participer activement aux protestations, mais que, souvent aussi, elles étaient capables de jouer le rôle de leaders et de chefs de file. On les a vu organiser des manifestations, mobiliser des citoyens de leur entourage (et souvent aussi en dehors de celui-ci) en faveur de la lutte contre le despotisme et la corruption régnante dans leurs pays respectifs et des changements démocratiques.

Les soulèvements arabes ont fait émerger de nouveaux visages, de nouvelles héroïnes dont



Manifestation à la place Tahrir, le Caire (Alfredo D'Amato/Panos/Contacto).

le nom et la participation seront désormais attachés, non seulement à des causes féministes, mais surtout à celle de la lutte contre le despotisme, la tyrannie et la corruption.

Le plus grand symbole de cette lutte sera désormais Tawakkul Karman, la jeune activiste du Yémen, qui a été récompensée par le prix Nobel de la paix 2011 à égalité avec deux autres éminentes personnalités féminines africaines. Tawakkul reçoit le prix en son nom, mais aussi en celui de toutes les femmes arabes activistes et protagonistes du printemps arabe, ou qui l'étaient avant celui-ci.

Les femmes en Tunisie : le moteur propulseur de l'éveil arabe

La Tunisie et l'Égypte ont été les deux pays où, dans un espace limité de temps, on a réussi

à chasser les dictateurs qui, chacun dans son pays, gouvernaient avec une main de fer. Il est donc intéressant de chercher à comprendre les raisons de cette réussite inattendue, considérée aujourd'hui comme une suite d'événements et un concours de circonstances inexplicables. Certains vont même jusqu'à parler d'un miracle qui aurait fait sortir de leur marasme et se révolter des populations entières soumises à la répression et à l'injustice, des populations qui auraient décidé de prendre en main leurs destins et de se battre pour le respect de leur dignité et la conquête de leurs libertés, quoi qu'il arrive. Où se trouvent donc, les « recettes » du réveil ou de la prise de conscience collective ? Au cours des dernières décennies, malgré la soumission au despotisme, à l'injustice et à l'oppression, l'indice de développement humain, l'indice d'alphabétisation et l'indice relatif au niveau de l'éducation, entre autres – soit des éléments qui

traduisent en grande mesure le degré de respect des droits des femmes ont fortement compté pour inciter ces deux sociétés à se révolter et à chercher à reconquérir leur indépendance et leur autonomie. Autrement dit, oui, le réveil arabe a eu lieu – ou a commencé en Tunisie parce qu’il s’agit du pays arabe où le taux de développement humain est le plus élevé du monde arabe et, certainement, celui où l’on respecte le plus les droits des femmes.

Le réveil arabe a eu lieu – ou a commencé en Tunisie parce qu’il s’agit du pays arabe où le taux de développement humain est le plus élevé du monde arabe

Ce scénario explique ce que nous avons remarqué sur nos écrans de télévision lors des manifestations de rues qui se sont déroulées du 17 décembre 2010 au 14 janvier 2011, soit au cours de la Révolution du Jasmin. Vêtues, la plupart du temps, en jeans, portant des lunettes de soleil, montrant leurs cheveux et affichant des apparences extrêmement modernes, les femmes tunisiennes ont fait leur révolution aux côtés de leurs frères, fils, maris, fiancés et compagnons. Leur participation ne s’est pas limitée aux manifestations publiques, mais en est surtout arrivée aux contacts avec les différents réseaux pour diffuser des informations qui ont attiré l’attention de l’opinion publique, à l’intérieur comme à l’extérieur de leur pays, sur les détails du soulèvement en cours.

Or, que ce soit durant la période pré-révolutionnaire, durant la révolution ou les phases post-révolutionnaires, les femmes tunisiennes sont restées impliquées, à part entière, dans le processus de changement du scénario politique, non seulement de leur pays, la Tunisie, mais aussi de l’ensemble du monde arabe puisqu’elles ont été aussi, encore qu’indirectement, responsables des transformations politiques et sociales qui se sont propagées, par la suite, à travers celui-ci.

Deuxième moment historique de ce pays : vers le 20 avril 2011, les différentes associations féministes tunisiennes, qui prônaient la défense de la participation des femmes au processus démocratique post-révolutionnaire, ont réussi à faire adopter le principe de parité hommes-femmes pour les élections de l’Assemblée constituante du 24 juillet 2011. Un principe qui a été applaudi par tous les partis politiques organisés, des plus progressistes aux plus intégristes et un développement historique qui a été salué par des figures féminines éminentes telles que la présidente de l’Association des femmes démocrates, Sana Ben Assour, qui a affirmé à l’occasion : « Cela est parfaitement juste, d’autant plus que dans notre pays, hommes et femmes ont lutté côte à côte pour la démocratie ».

Les femmes en Égypte : une tradition d’activisme politique

Le rôle des femmes dans la vie politique égyptienne, notamment l’activisme développé au moment des soulèvements contre la tyrannie et l’injustice, ne date pas, non plus, d’hier. Déjà, lors de la Révolution de 1919, guidées par la légendaire Hoda Shaarawi, elles avaient défilé en public aux côtés des hommes et s’étaient manifesté, dans les rues, contre le pouvoir colonial britannique. À cette occasion et pour la première fois, elles avaient défié les traditions conservatrices et les restrictions imposées aux femmes par les sociétés arabo-musulmanes. En 1923, les femmes égyptiennes formèrent l’Union féministe égyptienne pour lutter pour leurs droits alors qu’elles travaillaient à l’intérieur du mouvement national de libération.

Un siècle plus tard, en janvier 2011, les femmes égyptiennes viennent, à nouveau, se joindre massivement aux manifestations, en l’occurrence sur la place Tahrir. Cette fois, pour protester contre l’injustice, la tyrannie et la corruption du régime de Moubarak. À propor-

tion, leur présence est, certes, plus importante que celle de 1919, mais il est encore difficile d'en faire une estimation exacte. Les opinions divergent. Certains disent qu'elles représentaient non moins de la moitié des manifestants. D'autres lancent des chiffres qui oscillent entre 30 % ou 40 % des assistants. Une chose est pourtant sûre : on les sentait fortement présentes et actives. Et les avis, aussi bien à l'intérieur de l'Égypte qu'à l'extérieur, sont unanimes et indiquent que la révolution leur appartient autant qu'elle appartient aux hommes. Elles se sont battues et certaines d'entre elles ont dû, elles aussi, sacrifier leur vie pour la liberté de l'Égypte.

Dans la foule, on pouvait facilement repérer des femmes issues de toutes les catégories sociales. Riches et pauvres, jeunes ou moins jeunes, ayant ou non des études

Pendant les 18 manifestations de masse, les contrastes entre les styles de vie des femmes présentes sur place étaient évidents. Sur la place Tahrir, on retrouvait une mosaïque fascinante, très représentative de la moitié des habitants d'Égypte. Dans la foule, on pouvait facilement repérer des femmes issues de toutes les catégories sociales. Riches et pauvres, jeunes ou moins jeunes, ayant ou non des études, célibataires, épouses ou mères de famille, elles n'ont pas voulu manquer l'occasion de descendre dans les rues pour défendre leur idéal de liberté. Peu importait si elles portaient le voile ou le niqab ou si elles affichaient une apparence plus libérale, sans voile, se promenant en jeans, fumant des cigarettes, parfois même faisant la bise à des garçons en public.

En fait, on peut certainement affirmer que, plus que de simples participantes à la révolution du 25 janvier, les femmes égyptiennes ont été essentielles dans les manifestations qui ont abouti au départ de Moubarak. C'est bien pour

cette raison que j'ai décidé de rendre hommage à leur participation en racontant l'histoire de cinq héroïnes de la révolution égyptienne, les visages et l'activisme desquelles marqueront à jamais nos mémoires.

Cinq visages féminins du soulèvement du 25 janvier 2011

Commençons par l'histoire la plus triste, celle de Sally Zahran, une traductrice de 23 ans qui a dû payer de sa vie pour que ses compatriotes puissent connaître de meilleurs jours. Elle est tombée le 28 janvier, à Sohag, en haute Égypte – où habitait sa famille – lors d'une confrontation entre, d'un côté, les manifestants pro-démocratie et, de l'autre, les forces de l'ordre et des voyous pro-Moubarak. Jolie, brune, les cheveux frisés, dotée d'un regard vif et défiant (comme nombre de femmes qui sont descendues dans les rues pour participer aux manifestations), Sally a dû faire face, non seulement aux forces de l'ordre, mais aussi au fort conservatisme de la société égyptienne et de sa famille qui voyaient d'un mauvais œil la participation des femmes aux manifestations de rues. Une perte tragique, mais qui a néanmoins su inspirer un ingénieur égyptien travaillant à la NASA, lequel a proposé que son nom soit donné à un vaisseau spatial devant voyager vers la planète Mars. Une initiative qui, heureusement, a été approuvée par l'organisme spatial américain.

L'histoire d'Israa Abdel Fattah, une autre figure omniprésente dans le soulèvement égyptien du 25 janvier, est un peu plus ancienne et date d'il y a deux ans. En 2008, elle fonde, avec d'autres activistes, le Mouvement du 6 avril. Au départ, un simple groupe sur Facebook, il devient, petit à petit, un véritable mouvement politique. Tout ce qu'elle fait alors, c'est de lancer sur Facebook des invitations aux manifestations organisées en solidarité avec les ouvriers

de Mahalla Al Koubra, qui ont, d'ailleurs, fini par donner leur nom à ce mouvement. C'est pour cette raison qu'Israa, qui a 27 ans à cette époque, est arrêtée par les forces de sécurité égyptiennes alors qu'elle est assise dans un café avec des compagnons et des amis. Israa ne fut libérée que lorsque sa mère fit un appel personnel à la femme du président de la République au moyen d'une annonce payée dans un journal indépendant. Elle fut relâchée, mais à condition de ne pas retourner à son activisme politique. Une menace qui n'eut pas l'air de l'effrayer. Son activisme au sein du groupe reprit peu après. Elle fut, évidemment, présente sur la place Tahrir 18 jours durant. Plus tard, au début du mois de mars, lorsque le siège des services de la sécurité égyptienne fut envahi par les manifestants, un dossier contenant des informations qui la concernaient fut retrouvé sur place, montrant qu'elle avait été surveillée au cours des dernières années et affichant la transcription de ses communications téléphoniques personnelles ainsi que de ses courriels qui contenaient des détails sur sa vie privée. Les forces de sécurité avaient même enregistré les détails de son divorce. Des faits qui la choquèrent. Sur ce point, Israa dit que le sentiment ressenti en raison de la violation de sa vie privée est indescriptible.

Le troisième personnage emblématique de la révolution égyptienne est, sans aucun doute, celui d'Asmaa Mahfouz. Une des fondatrices du Mouvement du 6 avril. Aujourd'hui, membre de ce que l'on appelle « La coalition des Jeunes révolutionnaires du 25 janvier », Asmaa est une jeune activiste de 26 ans, portant le voile, qui a été l'une des voix les plus puissantes et courageuses du soulèvement égyptien ayant abouti au départ de Moubarak, le 11 février 2011. Quelques jours avant le 25 janvier, jour prévu pour le début des protestations contre Moubarak, elle a posté sur Youtube une vidéo où, en prenant des risques énormes, elle disait : « Moi, une jeune fille, je vais aller à la place Tahrir

et je compte me munir d'une banderole où on lira ce que je demande. Peut-être les gens sauront-ils montrer des signes d'honneur. Aucun d'entre nous ne peut se sentir en sécurité. Tout le monde est désormais menacé. Pour cette raison, il faut vous joindre à nous pour revendiquer vos droits, mes droits, ceux de nos familles. Le 25 janvier, je descendrai dans la rue pour dire "non" à la corruption et "non" à ce régime ». Puis, lors d'une interview pour la chaîne BBC en arabe, Asmaa a déclaré : « J'ai enregistré une vidéo pour demander aux gens de ne pas avoir peur, pour leur demander combien de temps ils voulaient vivre dans la peur ; et aussi pour leur dire que nous devons sortir dans la rue, qu'il y a beaucoup de gens en Égypte et que nous pouvons nous protéger des brutalités de Moubarak. Maintenant, je reçois des appels des partisans de Moubarak m'ordonnant de ne pas sortir de chez moi et me menaçant que, du contraire, ils nous tueront, moi et toute ma famille ».

Asmaa est une jeune activiste de 26 ans, portant le voile, qui a été l'une des voix les plus puissantes et courageuses du soulèvement égyptien

Mon premier contact avec Mona Seif a été avec sa voix, que j'ai entendu lors d'une interview téléphonique accordée à la chaîne Al-Jazeera en anglais, pendant la nuit du 2 février, suite à l'invasion de la place Tahrir par les voyous pro-Moubarak, à dos de chameaux et à cheval. Ce soir-là, on savait que les voyous étaient en train d'attaquer les manifestants et que, sans épargner les méthodes, ils tentaient de les chasser de la place. Sur l'écran d'Al-Jazeera, la voix de Mona Seif était claire et la puissance de ses convictions a su persuader le monde entier du fait que, quoi qu'il arrive, les manifestants ne quitteraient pas, par la force, les positions conquises. Affichant une apparence plutôt moderne (une apparence que je n'ai pourtant découverte que bien plus tard), portant

des jeans, un pull et les cheveux en l'air, cette jeune femme de 24 ans, au regard innocent, portait certainement en elle une force morale sans limite lorsqu'elle disait au monde, par téléphone : « Nous sommes prêts à mourir sur la place Tahrir ». Mona, dont l'activisme politique a été nourri par sa propre famille, est la fille d'un activiste politique, d'ailleurs, en prison, le jour de sa venue au monde. Quelques jours après cet infâme événement, elle racontait : « La nuit de la bataille des chameaux, lorsque les voyous pro-Moubarak nous ont attaqués, j'étais terrifiée. Je pensais qu'ils allaient nous tirer dessus et nous tuer tous. Mais le tournant pour moi s'est produit quand j'ai réalisé, à ce moment-là, que les gens étaient prêts à mourir pour leurs convictions ».

Gigi Ibrahim, elle aussi une activiste politique, a sans doute été, à l'âge de 24 ans, la plus grande star du soulèvement égyptien dans la presse internationale. Son visage brun aux traits profondément égyptiens, son apparence moderne, tout comme son anglais – impeccable – acquis pendant les années passées avec sa famille en Californie – où elle a suivi ses études secondaires – ont su séduire l'ensemble des journalistes étrangers présents sur la place Tahrir pour faire la couverture des événements. De la couverture du hebdomadaire *Time*, au *Daily Show* aux États-Unis, en passant par le magasin *Elle*, elle a fait le tour de l'ensemble des chaînes d'informations et programmes télévisés du monde entier. Sa compréhension des faits, sa conviction et sa détermination à aller jusqu'au bout, ont été la force motrice de son activisme. En fait, Gigi Ibrahim a été repérée par les médias internationaux à travers ses messages sur son adresse Twitter : Gsquare86. Ceux-ci ont rapidement attiré l'attention de tous ceux qui, dans le monde entier, souhaitent avoir des informations de première main de la place Tahrir. « Au cours des longues heures, jours et nuits que j'ai passés là-bas, je pensais qu'il fallait informer le monde de ce

qui était en train de se passer, en donner des informations précises. Je faisais aussi l'effort de les vérifier avec mes autres contacts présents dans des lieux ou des positions différentes de la mienne. Ensuite, je postais mes informations sur Twitter et sur Facebook à partir de ma Blackberry, alors que j'étais assise sur l'herbe ou sur les trottoirs de la place ».

Dans une société comme celle du Yémen, pour pouvoir se manifester et avoir le courage de passer à l'espace public, une femme nécessite non seulement une éducation extrêmement solide, mais aussi un soutien familial

Gigi est, elle aussi, une de celles qui ont dû s'opposer à leur famille pour pouvoir rester sur la place Tahrir tout au long des 18 jours. « Dans ma famille, il n'y a pas de passé ou de tradition d'activisme politique et, au départ, mon père était très fâché. Le 28 janvier, ma sœur a même essayé de m'enfermer pour éviter que je descende. Mais au fur et à mesure, ils ont commencé à accepter ma détermination. Plus tard j'ai déménagé chez ma tante qui habite non loin de la place Tahrir, et c'est là-bas que j'allais me laver ou me changer avant d'aller rejoindre les autres manifestants » raconte-t-elle.

Les femmes au Yémen : contre vents et marées

Le Yémen est un pays bien différent de la Tunisie, de l'Égypte et de tant d'autres pays arabes. Il s'agit de l'un des pays les plus pauvres du monde arabe, dont la société est l'une des plus conservatrices, un lieu où les femmes sont totalement marginalisées. Le plus souvent, elles vivent recluses dans l'espace privé et n'ont presque jamais accès à la vie publique. Rares sont celles qui ont accès à l'éducation. Le taux d'analphabétisme des filles et des femmes se

trouve parmi les plus élevés au monde. Dans une société comme celle du Yémen, pour pouvoir se manifester et avoir le courage de passer à l'espace public, une femme nécessite non seulement une éducation extrêmement solide, mais aussi un soutien familial rarement accordé aux femmes dans des sociétés où l'on privilégie les mœurs et les traditions tribales, au détriment des apports de la scolarité, de la modernité ou du développement. Dans de tels environnements, le simple fait de se manifester, d'exprimer un point de vue ou de donner son avis sur une question, est extrêmement mal vu. La femme idéale est celle qui reste silencieuse, écoute toujours, mais ne dit rien. Il s'agit de ces femmes que l'on ne verra, ni n'écouterà jamais, quoi qu'il arrive. C'est comme si elles n'existaient pas.

Les femmes yéménites ont réussi, malgré les pressions exercées sur elles, à retrouver la force et le courage de sortir s'exprimer dans les rues sur une situation qui était devenue intenable

C'est probablement pour cette raison que l'on a choisi une femme activiste de ce pays, Tawakkul Karman, en tant que prix Nobel de la paix 2011. Les femmes yéménites ont réussi, malgré les pressions exercées sur elles, à retrouver la force et le courage de sortir s'exprimer dans les rues sur une situation qui était devenue intenable.

Tawakkul Karman : l'héroïne du Yémen

Les femmes yéménites n'avaient pas besoin d'aller chercher loin pour trouver une véritable source d'inspiration. Dans leur propre pays, une femme était déjà, depuis quelques années, en train d'attirer l'attention de tous de par ses activités liées au combat pour défendre les principes des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Tawakkul Karman est une jeune femme de 32 ans, mariée et mère

de trois enfants, qui dirige une ONG appelée Femmes journalistes sans chaînes. Le père de Tawakkul, Abdul Salam Karman, un activiste politique respecté, ancien ministre des Affaires juridiques et parlementaires, a été, sans aucun doute, l'une de ses plus grandes sources d'inspiration, son plus grand soutien, tout au long de son parcours. Tawakkul est devenue célèbre dès sa jeunesse, au temps où, jeune étudiante, elle s'est retrouvée à la tête des manifestations d'étudiants de l'Université de Sanaa. Un leader politique par excellence. En 2005, elle fonde sa propre organisation « Femmes journalistes sans chaîne » qui, depuis, travaille pour la promotion des droits civils, particulièrement, celui de la liberté d'expression, et pour la défense des droits démocratiques. « Nous prônons également l'utilisation des différents organes médiatiques pour promouvoir l'éducation, la culture, le développement durable de la communauté, en mettant l'accent avant tout sur les questions liées aux femmes et aux enfants, tout comme sur la promotion des principes de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption » explique Tawakkul, lors d'une interview. À l'origine, son organisation avait pour objectif de défendre les journalistes et les droits des médias, mais elle s'est rapidement élargie en vue d'inclure la défense de tous les droits fondamentaux, car, comme elle le dit elle-même : « Il est très difficile de séparer un droit d'un autre ».

Sa première confrontation avec l'État a eu lieu lorsque le ministère de l'Information du Yémen a refusé d'accorder à Femmes journalistes sans chaîne, le permis de publier. À la suite de ce refus, Tawakkul a ajouté à sa liste de demandes, celui d'avoir non seulement un journal, mais aussi une station de radio.

Comme elle s'y attendait bien, suite à ses demandes et à son activisme, Tawakkul Karman a commencé à recevoir des menaces de la part de son gouvernement. « J'ai été menacée par des appels téléphoniques, des lettres et d'autres

moyens. On m'a dit que je pourrais aller en prison, on m'a même menacée de mort. Comme rien ne m'est arrivé, je pense qu'ils se sont rendus compte que le fait de m'empêcher de m'exprimer en me refusant le droit d'avoir une publication ou une radio était plus efficace pour eux que de m'attaquer physiquement » dit-elle. Suite à ces entraves au travail de son organisation, Tawakkul a lancé un service de SMS sur téléphone portable à travers lesquels son organisation envoyait des informations sur les abus commis dans son pays contre les droits de l'homme. Dès que ce service de messages a commencé à devenir populaire, le ministère de l'Information du Yémen a donné l'ordre au ministère des Télécommunications d'annuler à l'organisation la possibilité d'envoyer des SMS pour que Femmes journalistes sans chaînes ne puisse plus faire parvenir aux gens ses messages et ses informations sur les abus des droits de l'homme commis au sein du pays. Mais, parallèlement, l'État a aussi tenté d'utiliser la politique de « la carotte et du bâton », et l'on a essayé d'attirer Tawakkul dans les rangs du gouvernement en lui proposant une place importante au sein de celui-ci, ainsi que des récompenses financières. Une proposition à laquelle Tawakkul a dit un grand « non ». « Je rêve d'un Yémen libre, démocratique et prospère, d'un pays où tout le monde puisse avoir les mêmes droits » explique Tawakkul.

Une des actions les plus courageuses réalisées par Tawakkul Karman dans sa lutte pour les droits fondamentaux, contre l'injustice et la corruption, consiste en la création d'une liste – qu'elle a rendue publique – contenant les noms des plus grands ennemis de la liberté de la presse au Yémen. « J'ai promis à tous ceux qui ont profité de leur place pour porter atteinte aux autres en les empêchant d'exercer leurs droits, qu'un jour, ils seraient tous poursuivis en justice et qu'ils finiraient par payer pour leurs crimes » raconte-t-elle. Après avoir créé sa liste, elle l'a affichée sur des banderoles, collée sur

les murs et posée en haut des bâtiments. On y retrouvait le nom du ministre de l'Information, des chefs de départements de la Sécurité politique et de la Sécurité nationale, du ministre de l'Intérieur, entre autres. Et elle a promis de mettre à jour cette liste en rajoutant d'autres noms au fur et à mesure qu'elle constaterait des irrégularités.

On a essayé d'attirer Tawakkul dans les rangs du gouvernement en lui proposant une place importante au sein de celui-ci, ainsi que des récompenses financières. Une proposition à laquelle Tawakkul a dit un grand « non »

Après la réussite de la Révolution du Jasmin en Tunisie, Tawakkul Karman, confiante, a solennellement annoncé « la deuxième Révolution du Jasmin aura lieu au Yémen » en ajoutant « en fait, cela a déjà commencé ». Cette activiste infatigable a, depuis les premiers jours de l'éveil ou printemps arabe 2011, commencé à mener des manifestations d'étudiants à partir de l'Université de Sanaa. Chaque matin, des centaines de manifestants ont commencé à se réunir devant les portails de l'Université de Sanaa, en tenant des affiches et des banderoles arborant les photos de Che Guevara et en chantant des slogans du genre « Où est notre pain ? ». Ou bien « Pas de cours jusqu'au départ du président ». Le président, étant, bien entendu, Ali Abdullah Saleh, au pouvoir depuis 1978. La police a essayé, évidemment, d'éviter leur déplacement en arrêtant de nombreux participants. Mais Tawakkul a pourtant gardé sa force et continué à crier : « Nous n'arrêtons pas, nous continuerons jusqu'à ce que ce gouvernement corrompu soit parti ». Plus déterminée que jamais, au cours de la manifestation qui a eu lieu dans son pays – pris par les vents du printemps arabe – Tawakkul n'a pas caché son optimisme et son espoir : « Les autorités n'oseront pas m'arrêter car ils savent

que, s'ils le font, ils déclencheront de nouvelles protestations » a-t-elle déclaré, plus que jamais persuadée que le Yémen était sur le point de changer. « Les révolutions en Tunisie et en Égypte ont motivé les jeunes du Yémen et nous ont redonné l'espoir. Nous sentons que nous pouvons opérer des changements sans avoir à payer de prix trop élevés en matière de pertes humaines » a-t-elle dit. Selon ses évaluations, à peu près mille étudiants venaient se joindre, chaque jour, aux manifestations. Et elle compare ce soulèvement causé par l'éveil, ou printemps arabe, au mouvement qui, en 1962, a renversé la monarchie yéménite. Pour elle, les conditions du pays sont exactement les mêmes que celles de 1962 : une pauvreté endémique, un manque d'accès aux moindres soins de santé ou à l'éducation et, en outre, la corruption qui s'est emparée du pays. « Cet État est un véritable échec. Et nous, les manifestants, sommes en train d'essayer de le récupérer. La présente situation est tellement sombre et sinistre... mais ce qui est arrivé en Tunisie et en Égypte nous a rassurés sur la dimension de notre propre pouvoir » affirme Tawakkul.

L'activisme et le voile

En tant que membre du principal parti islamique d'opposition, l'Islah, Tawakkul Karman a toujours utilisé le voile qui couvre son visage, le niqab. Cela est courant au Yémen, où la grande majorité des femmes, indépendamment de leurs places dans la société ou de la profession qu'elles exercent, se couvrent entièrement, ne laissant voir parfois que leurs yeux. Toutefois, à cause de son activisme politique, elle a décidé avec le temps, que le niqab ne l'aidait pas à avoir une communication efficace avec les gens, comme elle le souhaitait. Mais un jour, en 2004, alors qu'elle participait à une conférence pour faire une présentation sur les droits de l'homme, elle a simplement décidé de découvrir son visage avant de monter au podium. Ce fut le moment où, pour la première fois, depuis qu'elle était

devenue adulte, son visage était montré en public. « J'ai découvert que le fait de se couvrir le visage n'était pas approprié pour une femme qui veut travailler dans l'activisme et le domaine public. Les gens ont besoin de voir mon visage lorsque je parle, autrement un vrai contact n'est pas possible. De plus, le fait de se couvrir le visage n'est pas prescrit par l'islam. Le port du niqab est uniquement une tradition, alors j'ai décidé de l'enlever » a expliqué Tawakkul et elle ajoute que, même si elle admet que ce fut une décision difficile, elle ne la regrette pas. Depuis, elle va même jusqu'à encourager d'autres femmes activistes à l'imiter.

Tawakkul Karman découvre que le fait de se couvrir le visage n'était pas approprié pour une femme qui veut travailler dans l'activisme et le domaine public

On découvre qu'il y a, dans la société yéménite, de nombreuses femmes actives dans les sphères politiques et publiques. Selon Tawakkul, elles sont plus sincères que les hommes, car elles doivent être deux fois meilleures, plus efficaces, productives, etc., car elles vivent dans une société patriarcale. « Le problème chez nous c'est que les femmes activistes sont deux fois plus sous pression, car elles le sont en tant que femmes et en tant qu'activistes, notre société n'acceptant pas une femme visible ou menant une vie publique » dit-elle en ajoutant « faire partie du processus démocratique est extrêmement difficile, aussi bien pour les hommes que pour les femmes, spécialement si la position de ces activistes se trouve en lutte contre des États où il existe des groupes d'intérêts puissants. Alors essayons d'imaginer ce que c'est lorsque l'on est femme et que l'on est déjà née opprimée... ».

Tawakkul a pourtant su se frayer, elle-même, un chemin. Femme opprimée par la société, elle a été capable de surmonter sa peur et son manque de confiance en soi, pour pouvoir

enfin exercer, en plénitude, un rôle constructif dans sa société et son pays. Il s'agit d'une démarche extrêmement longue et complexe. En fait, comme le dit très bien Tawakkul, les femmes, dans les sociétés musulmanes plus conservatrices, sont induites à croire, dès leur plus jeune âge, qu'elles représentent un problème, pour elle-même, pour leurs familles, pour leurs clans. Or ce que Tawakkul dit, avec justesse, aux femmes de son pays, c'est qu'elles doivent arrêter de se voir comme étant un problème, et commencer à comprendre qu'elles font plutôt partie des solutions. « Nous avons été longtemps marginalisées et maintenant le temps est venu de devenir actives sans espérer être acceptées ou sans devoir demander de permission ».

Iman Al Obeidi : le visage victorieux de la Libye

Jeune, jolie, intelligente et courageuse, Iman Al Obeidi est devenue, sans doute, le visage féminin incarnant la quête de liberté et de justice du peuple libyen. Certains l'ont même décrite comme étant le symbole du défi féminin à Mouammar Kadhafi. Cette femme de 32 ans, originaire de la ville de Tobrouk, a suscité une mobilisation en sa faveur, au niveau mondial, après avoir réussi à pénétrer dans l'hôtel Rixos à Tripoli pour faire part de sa détresse à un nombre de journalistes internationaux, réunis au restaurant à l'heure du petit déjeuner. Elle avait été victime d'un viol collectif de la part des membres des troupes du colonel Kadhafi, qui l'avaient capturée et arrêtée dans un barrage routier, après avoir identifié son accent, montrant qu'elle était issue de la région où les rebelles étaient en activité. Selon son récit, elle aurait été gardée pendant deux jours où elle aurait été violée à plusieurs reprises par 15 hommes qui l'auraient également battu et auraient uriné et déféqué sur elle.

Les images prises pendant qu'elle racontait son histoire et expliquait la violence dont elle

avait été l'objet ont fait le tour du monde en quelques heures. Les caméras internationales ont réussi à filmer sa lutte pour dénoncer ses malfaiteurs. Les images enregistrées et transmises au monde montrent comment le personnel de l'hôtel, qui travaillait visiblement pour le service de sécurité libyen, l'a immobilisée et lui a couvert la tête d'un capuchon noir afin d'éviter qu'elle puisse continuer à parler. Quelques journalistes étrangers, ayant essayé de prendre sa défense, ont été frappés et on leur a détruit leurs caméras. Un drame odieux, mais qui, grâce au courage et à la persévérance d'Iman, a pu se frayer un chemin vers l'opinion publique mondiale, et a réussi à ternir encore davantage l'image déjà très négative du régime du colonel Kadhafi.

Jeune, jolie, intelligente et courageuse, Iman Al Obeidi est devenue le visage féminin incarnant la quête de liberté et de justice du peuple libyen

Mais qui est-elle, cette jeune femme pour qui des manifestations ont été organisées à Benghazi et à Washington, pour qui plusieurs pages ont été créées sur Facebook attirant plusieurs milliers d'adhérents et pour qui une belle chanson a été composée au Canada ? Juriste de formation, cette étudiante après-licence de l'Université 7 Avril à Az Zawiah, avait toujours voulu être journaliste, d'après le récit de sa mère, compte tenu du manque de liberté d'expression sous le régime de Kadhafi, elle a décidé de poursuivre des études de droit.

En parlant à voix haute de son drame devant les journalistes et devant le monde entier, en défiant les strictes mesures de sécurité imposées sur eux, elle a rendu service, non seulement à sa propre cause, mais surtout à celles des femmes de son pays, tout comme à toutes les Arabes qui ont été victimes de son malheureux sort. Sur les panneaux et banderoles déployés lors des manifestations organisées à Washington

ou ailleurs pour soutenir Iman, on lisait les propos suivants : « Ce qui est arrivé à Iman arrive quotidiennement à des milliers de femmes et d'hommes en Libye. C'est comme cela que Kadhafi se venge des populations civiles, en violant leur honneur ». En Libye, comme dans plusieurs pays arabo-musulmans, le viol est normalement considéré comme un crime ayant été commis, non seulement contre une femme elle-même, mais aussi contre sa famille. Les femmes ayant été victimes de viols sont souvent rejetées et marginalisées ou bien obligées à épouser celui qui les a violées. Selon David Kirkpatrick du *New York Times*, en Libye en particulier, elles sont souvent obligées à rester des années enfermées dans des centres des réhabilitation où, d'après des rapports de groupes de défense des droits de l'homme, elles sont privées de tout support ou traitement thérapeutique, à l'exception de quelques leçons sur l'islam. Elles sont gardées en confinement solitaire, les mains attachées, au cas où elles essayeraient de résister. On leur permet uniquement de partir lorsque leurs époux viennent les chercher, ou bien, lorsqu'elles ne sont pas mariées, si quelqu'un décide de les épouser. Selon des sources de Human Rights Watch, des hommes à la recherche de femmes dociles s'adressent souvent à ce genre de centre.

La polémique créée par l'apparition d'Iman Al Obeidi a produit un débat sordide en Libye. La première réaction du gouvernement libyen, à travers son porte-parole, a été de dire qu'elle était ivre, qu'il s'agissait d'une arriérée mentale, d'une pute ou même d'une voleuse. Quelques jours plus tard, lors d'une apparition sur la télévision nationale, une présentatrice l'a traitée de prostituée, de traître et a dit qu'elle devrait être accusée de diffamation.

Mais à mesure que les journalistes internationaux ont exercé des pressions sur le vice Premier ministre des Affaires étrangères, Khaled Kaim, en demandant à la voir, celui-ci a déclaré à la chaîne américaine CNN que cinq

hommes, dont le fils d'un officier de haut rang, suspecté d'être en rapport avec ce viol, avaient été arrêtés. Le porte-parole du gouvernement a retiré ses allégations selon lesquelles Iman était une arriérée mentale, mais a maintenu qu'il s'agissait d'une voleuse et d'une prostituée en liaison avec l'un des hommes qu'elle avait accusés de viol. Des propos qui ont été vigoureusement démentis par sa sœur Marwa, qui a répliqué « nous venons d'une famille respectable et suivons des études à l'université. Est-ce là le genre de personnes à s'engager dans ce genre d'activités ? ».

Les femmes ayant été victimes de viols sont souvent rejetées et marginalisées ou bien obligées à épouser celui qui les a violées

Mais le cauchemar d'Iman n'était pas loin d'être terminé. Et quelques jours après son arrestation, le porte-parole du gouvernement libyen aurait dit aux reporters que « les jeunes hommes » qu'Iman accusait de viol étaient en train de porter plainte contre elle, car, dans leur pays (la Libye), accuser quelqu'un d'avoir commis un crime sexuel était une offense très grave. Plus tard, les partisans de Kadhafi ont posté sur Youtube ce qu'ils ont appelé « la vidéo pornographique d'Iman Al Obeidi » et un reporter des médias de l'État libyen en a donné une copie au *New York Times*. On voyait sur celle-ci une danseuse du ventre ayant une vague ressemblance avec Iman en train de danser de manière sensuelle et insinuante. Cette vidéo a également été passée, à plusieurs reprises, sur la télévision nationale, pour, soi-disant, « montrer » qu'Iman était une femme légère. Mais la journaliste Lourdes García Navarro et une autre journaliste de l'Associated Press, qui, ayant passé un certain temps avec Iman, ont réussi à l'interviewer, ont totalement réfuté l'authenticité ou la véracité de cette vidéo. Navarro a affirmé qu'il ne s'agissait pas d'Iman,

car celle-ci n'a que neuf doigts, alors que la danseuse en avait dix. En outre, Iman a, sur son ventre, une cicatrice bien évidente laissée par une chirurgie dont elle a été l'objet dans le passé. La danseuse en question avait ses dix doigts et n'avait pas de cicatrice sur le ventre.

Suite aux tentatives de diffamation, aux menaces et aux attaques contre sa personne, la détresse d'Iman s'est prolongée encore et encore, jusqu'au point de lui faire dire : « Ma vie est en danger, j'appellerai toutes les organisations des droits de l'homme pour montrer la vérité à tout le monde et pour qu'ils me fassent partir. J'ai été prise en otage. Ils m'ont menacée de mort et m'ont dit que je ne sortirai plus jamais de prison si jamais je parlais encore une fois aux journalistes ou leur parlait de quoi que ce soit de ce qui est en train de se passer à Tripoli ».

Finalement, le 5 mai, le martyre d'Iman s'est achevé. Elle a pu s'échapper de Tripoli avec l'aide d'un militaire en défection et quelques rebelles et est parvenue à traverser la frontière tunisienne et à recouvrer enfin sa liberté. Pour s'enfuir, Iman a revêtu les vêtements traditionnels des femmes berbères qui couvrent entièrement leurs visages, ne laissant entrevoir que leurs yeux. En Tunisie, elle est restée quelques temps sous protection des diplomates européens. Là-bas, lors d'un entretien avec un envoyé spécial de la chaîne CNN, elle a avoué se sentir encore en danger. Puis le 11 mai, citant des informations données par Ali Zaidan, un diplomate libyen rebelle, Al-Jazeera a annoncé qu'Iman était partie vers Doha, au Qatar.